

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19069 - 74ÈME ANNÉE

Face à des défis considérables

La diversité richesse du Forum politique des îles



La diversité des participants du premier Forum politique des îles est un aspect important. Cela rappelle que le co-développement est une cause largement partagée, tout comme la solidarité avec le peuple chagossien chassé de son pays par la construction de la base militaire de Diego Garcia. Pour que l'océan Indien soit une zone de paix, la diplomatie des peuples prend la main.

Voici 40 ans se tenait à Mahé aux Seychelles la dernière conférence des organisations progressistes du Sud-Ouest de l'océan Indien. Ce mouvement s'était construit dans un contexte historique, celui de la décolonisation et de la militarisation de l'océan Indien. La région compre-

nait notamment l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid, qui disposait de la bombe atomique. L'Angola et le Mozambique venaient de se libérer de la colonisation portugaise à la suite d'une longue guerre, et étaient la cible du régime d'apartheid qui était alors soutenu par le bloc occiden-

tal. La base de Diego Garcia venait d'être mise en service alors que les Chagossiens commençaient leur combat pour faire valoir leur droit à vivre dans leur pays natal dont ils avaient été expulsés à la suite de l'accord Grande-Bretagne/États-Unis qui permit la construction de cette base.

Depuis la conférence de Mahé, les chemins de chacun ont divergé. La création de la Commission de l'océan Indien s'est faite sur une base étatique. Cela excluait en premier lieu La Réunion en raison de son statut, et les Comores à cause de l'instabilité politique. L'intégration de La Réunion a été accompagnée par celle de la France, l'État de référence. La COI a alors évolué jusqu'à ce que nous connaissons aujourd'hui : une organisation dont la déclaration finale du dernier Sommet ne mentionne même plus La Réunion, et la mise en valeur d'une certaine «France de l'océan Indien» qui a comme particularité d'être composée de territoires où la souveraineté de la France est contestée partout sauf à La Réunion.

Diversité des contributions

Pendant ce temps, le monde a évolué. Il est marqué par le retour sur le devant de la scène des grandes puissances de la période pré-coloniale, l'Inde et la Chine. Ces deux pays déploient leur influence dans notre région. Cela s'accompagne du côté de l'Inde d'une volonté d'implanter des bases militaires, ou d'utiliser celles de la France à La Réunion. Et au cours de ces 40 dernières années, les Chagossiens n'ont toujours pas eu le droit de retourner vivre dans leur pays.

C'est dans ce contexte que s'est tenu le premier Forum politique des îles de l'océan Indien, sous le thème «Le bon voisinage pour une diplomatie des peuples». La diversité des participants montre également le chemin parcouru depuis 40 ans. En effet, ils ne représentaient pas uniquement des partis politiques ou des syndicats progressistes. Leur adhésion s'est faite sur la base du soutien à l'idée d'un projet partagé qu'il appartient aux peuples de définir, et de la solidarité avec le combat des Chagossiens pour retourner dans leur pays. Chaque participant apporte alors sa contribution, sans qu'il lui soit demandé de changer. Au contraire, il reste ce qu'il est, et c'est la diversité des contributions qui constitue une des forces du Forum politique des îles de l'océan Indien. C'est ce qu'a notamment rappelé l'intervention de Daniel Singainy, créateur d'une religion populaire qui prône l'ouverture. C'est un acte de résistance face à un pouvoir qui a voulu diviser la population en s'appuyant sur la diversité de ses origines.

Gilles Hubert, premier adjoint au maire de La Possession et membre de l'AVCOI a insisté sur les petites actions concrètes. Bakar Hamdani a présenté l'évolution institutionnelle des Comores depuis le Moyen-Age. Frédéric Amani a souligné le rôle de la société civile, notamment au travers de sa participation à la Primaire citoyenne. Jean-Pascal Hoarau a rappelé le concept

d'Indianocéanie applicable à notre région : mêmes origines des peuplements sur fond de francophonie. Patrick Singainy a expliqué comment répondre à cette question : comment intégrer ceux qui nous semblent différents ?»

Diversité des situations

À cette diversité des pensées s'ajoute la diversité des situations. Voici 40 ans, notre région sortait à peine de l'époque coloniale. Cela faisait moins de 10 ans que Maurice, les Seychelles et les Comores étaient indépendantes, alors que Madagascar avait mis fin quelques années plus tôt à la domination d'un gouvernement très lié à l'ancienne puissance coloniale.

En termes économiques et politiques, nos îles ont suivi des chemins différents. Mais au niveau des peuples, un accord est possible sur l'essentiel qui est notamment le retour des Chagossiens dans leur pays, océan Indien zone de paix, la lutte contre le changement climatique, la solidarité pour une alternative à la mondialisation capitaliste, le soutien à des solutions innovantes dans la lutte contre la pauvreté. Ce sont des défis considérables que la richesse des diversités peut aider à relever.

M.M.

In kozman pou la rout

« In tomate gaté, i pouri tout in panyé »

Moin lé sir, zot konm moin, ni koné kozman-la dopi dé z'ané é dé z'ané. M rapèl kan moin lété lékol é kan in marmaye téi ravaj lo mètr téi di : « Ala lo tomate gaté ! » é mi pé dir azot sa laté pa in konpliman. Lé vré, in tomate gaté i pé gate tout in panyé, mé pou in bann marmaye dann in klass mi trouv lé in pé for. Par dsi l'marshé, bann fayokonm i di - té ansèrv kozman lo mètr pou mète inn an parmi z'ot kamarad dann difikilté. Fransh vérité, mi oi pa sa konm in bon pédagoji sirtou si lo marmaye té révolté pou in bon rézon.-konm sa téi ariv désèrtènn foi. Alé ! Mi kite azot pou rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

L'école encore loin d'être gratuite

A deux semaines de la rentrée scolaire, c'est le temps des foires commerciales. Cette période coïncide avec le versement de la prime de rentrée scolaire. Cette somme permet aux familles de faire face aux dépenses pour préparer l'entrée à l'école.

C'est donc un moment important, et cette manne qui arrive dans l'économie réunionnaise ne va pas de soi. Elle est le résultat d'un combat pour l'égalité sociale mené pendant plusieurs décennies par le PCR. En effet, bien que La Réunion ait depuis 1946 un statut de département, ce n'est qu'en 1995 que furent obtenues l'égalité du SMIC et des prestations sociales. Auparavant, les Réunionnais n'étaient pas considérés comme des citoyens à part entière.

Cette période permet aussi de constater que contrairement à ce qui est proclamé, l'école n'est pas gratuite. En effet, les parents sont obligés de puiser dans la prime de rentrée scolaire pour acheter cahiers, et autres équipements indispensables, ainsi que pour financer l'achat ou la location de manuels. Ces dépenses sont les mêmes pour tous, mais elles pèsent plus lourdement sur le budget des familles aux revenus modestes. Ainsi l'accès à l'école souligne les inégalités.

La politique mise en place par ce gouvernement ne va pas dans le sens de l'amélioration des choses. Il s'attaque aux services publics. Ainsi dans l'enseignement supérieur, plutôt que de financer la construction de locaux et l'embauche de personnels, il instaure un système qui complique l'accès à l'Université, ouvrant la voie à la sélection.

Le chemin est encore long pour que l'accès à l'enseignement soit gratuit pour tous, condition importante pour la réduction des inégalités.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Di sak na pou di**CGTR Finances publiques : « Haro sur le service public et sur les fonctionnaires »**

44 personnalités issues pour la plupart de think-tank des plus libéraux (l'IFRAP par exemple), du MEDEF, de cabinets privés de conseils et de « management », qui n'ont cessé de dénigrer la fonction publique et les fonctionnaires tout au long de leurs activités et publications, ont été chargées par ce gouvernement d'élaborer des propositions pour « transformer » l'action publique. Rien d'étonnant donc à ce que leurs 22 recommandations aient comme objectif prioritaire d'abandonner et privatiser des pans de missions de service public, pour supprimer 120 000 emplois et économiser 30 milliards d'euros ! Ce qui n'était pas passé avec le rapport ATTALI, revient avec CAP2022. Logique lorsque l'on constate l'étrange conception qu'E. Macron a de la fonction publique par exemple avec l'affaire Benalla.

Le rapport CAP2022 poursuit aveuglément l'objectif de faire des économies, en partant du principe que la fonction publique coûterait trop cher. 30 milliards d'économie sont ainsi attendus d'ici 2022.

Si on remet ce chiffre en perspective, il ne faut pas oublier que le CICE a coûté 33 milliards sur 2 ans, que l'évasion fiscale est estimée à

50 milliards d'euros par an, et la fraude fiscale à 80 milliards.

Depuis 2010, le patrimoine financier a doublé pour les 10 % de Français les plus riches.

Globalement, la fiscalité appliquée au produit du capital est plus favorable que celle appliquée aux produits du travail.

Alors, ce déficit, la faute à qui ?

Pour parvenir à ses fins, le rapport avance 22 propositions qui s'attaquent purement et simplement aux principes qui fondent la Fonction Publique.

Ces propositions visent, dans un premier temps, à en finir avec les administrations d'Etat en coupant le robinet budgétaire et en organisant le démantèlement des administrations au profit d'agences.

La remise en cause des statuts des agents, de leurs droits et garanties, ainsi que la mise en avant du numérique pour la relation avec l'utilisateur, poursuivent la même finalité : la casse du service public de proximité au service des contribuables.

Ensuite, le rapport égrène des propositions nous expliquant comment transformer les services publics, mais avec pour seul résultat d'aboutir à moins de service public.

On peut citer la limitation des remboursements par la sécurité sociale, la mise en concurrence des établissements scolaires, la fusion du recouvrement des prélèvements obligatoires pour supprimer encore plus d'emplois à la DGFIP, aux Douanes, à l'URSSAF...

Enfin, le rapport CAP2022 va sabrer les dépenses publiques avec le transfert de compétences vers les régions (sans les moyens qui vont avec !), notamment en matière de formation, de vie associative, d'aide à la jeunesse.

Les interventions publiques « trop coûteuses » seront limitées et certaines tâches aujourd'hui réalisées par l'administration seront externalisées. Nul doute que cette nouvelle manne lucrative aura pour effet pervers de rendre coûteux à tout à chacun les services aujourd'hui gratuits et rendus dans un souci d'égalité de traitement et d'accès à l'information.

Que ce soit dans le rapport CAP2022, mais aussi dans celui de la Cour des Comptes, qui est à mettre en perspective avec les leviers préconisés dans CAP2022, ou dans les annonces de M. Darmanin le 11/07/2018, la transformation de l'action publique est mis en exergue.

Pour la CGT, ces éléments de langage participent d'une convergence affichée pour démanteler les services publics, et la DGFIP, avec notamment une saignée de 4000 suppressions d'emplois par an, se verra très rapidement dans l'impossibilité d'assurer ses missions et son service public.

**La CGTR
Finances Publiques**

Le Pigiste (3)

Quand les rédactions ne me passaient pas commande, je proposais des articles en fonction de l'idée que je me faisais des attentes de la ligne éditoriale du journal auquel je m'adressais. Caméléon ou pas, fallait courtiser le chaland, je tâchais de fournir avec régularité de façon à ne pas être oublié, variant les sujets, avec des titres porteurs, gros comme ça.

J'ai fait alors ce que les Américains appellent le muckraker, le fouille-poubelle : accueillir les people à l'aéroport, obtenir d'eux des interviews exclusives, mais aussi dégouter des ragots, monter des dossiers sur les politiciens locaux, décortiquant leur parcours et les à-côtés : passions secrètes, parcs immobiliers, liens parentaux, de sorte à pouvoir mettre en lumière les petits arrangements éventuels entre amis, via les associations et autres. Faut avoir du flair dans ce boulot.

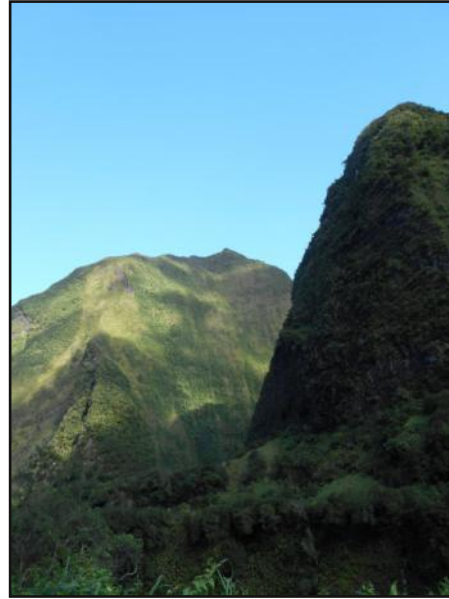
Je tenais mes informations de gérants de bar, de syndicalistes, de fonctionnaires aigris, de directeurs à la retraite, de conseillers municipaux d'opposition ; mon carnet d'adresse déjà bien rempli n'avait de cesse de s'épaissir. Les travers de chacun étaient sondés avec l'objectif de les tenir pour mieux obtenir les petites confessions.

Festivités, inaugurations, assemblées générales, grèves perlées restaient mes lieux de prédilection où je glanais de menus événements que je gonflais façon baudruches.

Un sociologue aurait pu dire que j'étais en quelque sorte à "la recherche d'une vérité plus large que celle qu'il est possible d'atteindre à travers la pire compilation des faits vérifiables". Le scoop était mon but, la une ma lanterne, j'aspirai à être considéré comme une figure incontournable de ce métier.

Un ancien copain qui gagnait mieux que moi avec son CAP garagiste me moucatait volontiers dès

je le voyais pour les réparations de ma caisse : "Ça te sert à quoi tous tes diplômes, me lançait-il, si c'est pour courir comme ça ? Des voitures, il y en a toujours plus, tandis que les journalistes, on ne monte pas dessus pour se déplacer..."



Mai dernier, un appel passé à un vieil oncle dans l'Est me mit sur la piste d'un éboulement avec des cases ensevelies, près de Mare à Poule d'eau. Rien de bien précis, mais ça valait quand même la peine d'aller fouiner là-bas ; au reste, guère étonnant, à trois semaines du passage du phénomène Fakir, avec les sols détremés et instables - d'autant que la presse ne s'en était pas fait écho. Être le premier sur le coup me consacrait l'exclu, je voyais un papier accrocheur, documenté, très couleur locale, une sorte de dialogue rapproché avec le lecteur dans le genre de ce que François Mauriac revendiquait : "le goût du dialogue est l'essence même du journalisme".

La quatre voies en direction de Saint-André, embranchement à Mille-Roches, la départementale 48, celle qui s'engouffre entre les pitons vertigineux d'un côté, couverts de végétation, et de l'autre, le rempart suintant de verdure.

Dans le temps, les Gramounes disaient 'le Cirque du Levant', pour le différencier des autres, le Cirque du Midi (Mafate) et le Cirque du Couchant (Cilaos), par le fait que le soleil se levait pratiquement dedans, par la brèche de l'Est.

Je serpentais dans l'encaissement du paysage tout entier mis en balance par le cours sinueux de la rivière du Mât. Du bourg de Salazie jusqu'au plateau Wickers, j'éprouvais, comme à chaque fois que j'emprunte cette portion, la sensation assez particulière, psychédélique même, de rouler sur une route qui se dilate, se resserre, se tord, au point de me faire remarquer qu'"On dirait une scoliose, cette route". À partir de là, le soleil haut dans le ciel dessinait les aplombs de manière plus austère encore.

Le voile de la mariée à main gauche qui dévidait son tulle sur l'abrupt de la roche, les kiosques des contreforts qui offraient des points de vue de 30 kilomètres à la ronde, avec des panoramas à 180 degrés, j'étais parti dans ce dédale de petites routes et de pitons à la recherche d'une aiguille dans une motte de foin.

Au lieu-dit, un maraîcher qui sortait des hautes herbes m'expliqua que ce n'était pas grand-chose, quelques cailloux qui s'étaient décrochés du rempart du côté de l'Îlet à Vidot ; mais peut-être que plus haut... Allez savoir...

Je montais et tournais dans le coin, pour finir ma course sur un parking où le point de vue me permit de prendre des photos et de chercher tout autour avec le zoom. Un gramoune, un vieux casse-papaye comme on n'en fait plus, déambulant sur le bas-côté, m'indiqua : "Non, je vois pas, pas depuis longtemps sur l'îlet."

(Suite au numéro de mardi...)

Jean-Baptiste Kiya

Oté

I pé fé tout z'afèr avèk kann (2)

Dann zoinal yèr moin la komans anparl kann épi tout son zilité. Pou kosa ? Pars moin la trouv in l'artik zournal la ds konm moi n la di, moin lé kontan partaz sa av èk tout mon bann dalon, é mèm tout sak lé intérése par lo domin kann dann nout péi.

I pé fé lestrésité avèk kann :

Avèk la bagasse donk sak i rèss kan kann la fine pass dann moulin i fé déza l'éstrésité La Rényon, La Guadeloup, La Martinik. In sèrtin François - Régis Goebbel, résponsab misyon kann dann Cirad i déklar saak i suiv : « La Rényon néna la kapasité dann sink dizan donn l'éstrésité inn grann parti son popilasyon ». Dann la Martinik lo lizine Gallion 2 néna moiyn produi ziska 15 % léstrésité La réjyon la bézoin. In problèm kant mèm l'ané 2017 lo prime bagasse la diminyé pars lo pri la bagass lé kalkilé avèk konm baz lo pri la tone sharbon dann l'Afrik di Sid.

Avèk kann i pé fé bann sak plastik bio.

Sa in n'afèr lé bokou promètèr pou l'avnir ; avèk la paye, i pé fé lo bio-plastik : in fasonn pou ranplass bann plastik i sort dann pétrol l'aprè polyé la tèr. Nou néna lo téknoloji mé dsi la késtyonn téknik, i fo gingn l'ède bann z'anzime glouton sansa i gingn pa atak la paye sèk. La Rényon lé shoz I avans vite é sar pétète posib an avoir plastik bio-dégradab dann troi kate z'ané. Lo problem : trouv déboushé an déor d'lo péi pou ansèrv in prodiksyon an kantité.

Kann konm karbiran épi médikaman :

Dopi bann z'ané 70 kan l'ariv promyé shok pétrolyé Brézil la vni lo promyé péi pou produi lo bio-éthanol. Par-la soisant dis pour san lo park otomobil i marsh avèk lo bio-éthanol, in karbiran lé fé avèk dosik. Banna i rode bann téknik pou fé lo bioéthanol dézyèm zénérasyon avèk solman bann déshé kann. I paré, isi La rényon, banna l'aprè fé in bann test pou fé avans so tik-tak la. Avèk in varyété kann néna bonpé fibr anndan. Si lé shoz I marsh bien pétète va nyabou an plis léstrésité, fabric plastik épi karbiran é si posib an sèrv tout lo kann antyé. Si ou i tir la bou, la vinass, sar sirman posib fé médikaman pou diminyé lo move kolèdtérol dann nout kor.

An pliské sa, kann-la sa in kiltir plizanplis ékolozik.

Dann filièr la i ansèrv ankor bann zèrnbiside mé d'aprè sak mésyé Goebbel i di, néna pi pou lontan si ni sèrv in zèrb pou kouvèr la tèr. Arzout èk sa in kalité pti guèp pou protèz kann kont bann forèr konm borèr ni koné bien isi La Rényon.

(In l'artik La première Martinik moin la mète an kréol rényoné)

Justin